



DE L'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE À SON INTERDICTION : LES ONG EN OUBÉKISTAN

*Bernard HOURS, Monique SELIM **

Cet article trace l'évolution de la situation des ONG en Ouzbékistan, analysée dans le cadre de l'histoire politique du pays et de l'influence des bailleurs de fonds américains et multilatéraux. Les secteurs d'activités des ONG et les principaux bailleurs de fonds sont d'abord présentés. Puis est évoquée la situation des intellectuels académiques fondateurs d'ONG désormais réprimés en Ouzbékistan. La fin des ONG en Ouzbékistan apparaît comme le dernier épisode dans cette évolution récente. Celle-ci s'interprète comme un échec de l'exportation de la démocratie occidentale, la Russie et la Chine affirment leur poids en Asie centrale au nom de la sécurité régionale et d'intérêts énergétiques manifestes.

Mots clés : ONG, société civile, démocratie, bailleurs.

À la chute de l'URSS, l'Empire soviétique a explosé et les républiques qui le constituaient ont acquis, sans combats, leur indépendance, dans le cadre de la Communauté des États indépendants (CEI). Dans la plupart des pays d'Asie centrale, ce sont d'anciens responsables du Parti communiste (PC) qui ont hérité du pouvoir, faute d'autres compétences. Ils ont dû construire des États-nations autonomes là où auparavant régnait la tutelle soviétique ferme mais protectrice aussi. La transition et le passage du pouvoir s'opèrent donc en douceur puisque ce pouvoir reste, à un certain point, dans les mêmes mains. Il est néanmoins nécessaire de produire une autre légitimité, nationale, que celle du parti déchu. C'est pourquoi, après 1991, se construit en Ouzbékistan un discours national érigeant l'URSS en colonisateur occupant et exploiteur, dans le but manifeste de renforcer une identité nationale historiquement problématique. Il s'agit finalement d'entamer un exercice idéologique nouveau, celui de la construction d'un État-nation en partie virtuel, puisque de nombreuses migrations, volontaires ou forcées, avaient dispersé des populations diverses aux quatre coins de l'empire.

* Anthropologues, Institut de recherche pour le développement (IRD).
Cet article est fondé sur des enquêtes de terrain.

L'évolution de ces régimes est similaire dans une large mesure. L'indépendance voit débarquer les institutions multilatérales (Nations unies, Union européenne, Banque mondiale, etc.) et les ONG, un de leurs outils majeurs d'intervention. La notion d'ONG est toute nouvelle et ses frontières floues. Elle signifie pour toute la population « association hors État » (*nodolat tashkilot*). Les organisations financées par les USA déferlent. Dans le désordre et la pénurie régnante, l'Occident fait figure de sauveur bien intentionné. Un souffle de rénovation s'observe en apparence, supposé balayer des décennies de socialisme. Il s'agit pour les Occidentaux d'installer un secteur privé, l'économie de marché et la démocratie politique qui selon eux va avec. Le régime ouzbek, comme les régimes voisins, va rapidement s'inscrire dans une évolution qui repose sur la montée de la dictature nationaliste capitalisant les techniques répressives de l'URSS et la violence qui accompagne les dictatures. L'économie est, symboliquement, un peu privatisée. Les *kolkhozes* subsistent plusieurs années. Les entreprises privatisées tombent en partie dans l'escarcelle de l'oligarchie familiale au pouvoir. Celles qui demeurent nationalisées sont souvent pillées dans l'intérêt exclusif des dirigeants politiques. À l'ouverture initiale succède dès 1995-1996 une fermeture progressive car la misère se développe, et l'accaparement des richesses crée un mécontentement qui appelle l'accroissement de la pression répressive, fortifiant le caractère dictatorial du régime national, un cycle est entamé.

L'évolution des républiques composant l'ex-URSS à sa périphérie est donc devenue aujourd'hui préoccupante pour les Occidentaux. Ceux-ci ont cru naïvement que l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide ouvriraient un libre champ à l'économie de marché, à la démocratie qui irait avec, et signifieraient un recul irréversible de l'État. Après dix années d'ambiguïtés et de contradictions, force est aujourd'hui de constater qu'en Asie centrale, entre la Russie et la Chine, deux puissances pour lesquelles l'économie de marché est déconnectée de la démocratie, des régimes autoritaires, nationalistes, parfois dictatoriaux se sont affermis. Ils tentent plus ou moins brutalement de soumettre ou de réduire au silence les ONG qui sont l'un des instruments dans les mains des grands bailleurs multilatéraux pilotant les globalisations. Pour baliser et poser des jalons dans cette évolution politique assez partagée en Asie centrale, mais centrée ici sur l'Ouzbékistan où des enquêtes de terrain ont été menées durant deux fois quatre mois en 2004 et 2005, les ONG seront d'abord présentées comme instrument des politiques d'apprentissage de la démocratie en identifiant leurs champs d'activités, puis leurs bailleurs de fonds américains et multilatéraux. Seront ensuite évoqués la situation des ONG de 1995 à 2003, entre ouverture et fermeture, leur espace à travers l'examen de plusieurs organisations, et l'engagement d'intellectuels et chercheurs, rendu difficile puis interdit. Enfin seront abordées les ONG devenues suspectes, puis quasiment éradiquées par l'État ouzbek dans la période récente, où ne demeurent que des ONG « nationalisées », contrôlées par l'État ou des bureaux d'études privés. De 1990 à 2006, les ONG ont donc traversé trois phases, l'une de construction et de projets, la deuxième de contradictions et d'affrontements avec une emprise nationale étatique croissante, la troisième de clôture. La conclusion permettra d'évoquer les effets de ces portes, ouvertes puis refermées, à l'aune de l'émergence d'une éventuelle société civile dont l'*empowerment* et la prise de parole ne sont plus à l'ordre du jour dans une carte

géopolitique structurée par le chantage énergétique et l'alibi fourni par une menace « terroriste » à la fois réelle et inventée.

I – LA CONSTRUCTION DES ONG ET L'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE

Pour les principaux bailleurs de fonds, multilatéraux et américains, l'apprentissage de la démocratie constitue à la fois le programme et l'objectif des ONG dans le monde ex-soviétique. Il s'agit d'une stratégie occidentale postérieure à la Guerre froide, autant politique qu'économique, l'Asie centrale soviétique n'étant pas considérée alors comme une zone proprement « sous-développée ». La croissance est donc présumée devoir résulter de la mise en place d'une économie de marché et d'un secteur privé actif, l'objectif principal étant l'émergence d'une société civile propice à l'éclosion de la démocratie participative, complément de l'économie de marché dans la vulgate libérale.

1 – Les secteurs d'activités des ONG

Il faut tout d'abord préciser que les bailleurs (institutionnels ou ONG) financent les ONG locales.

Les principaux champs de mise en place des ONG sont donc symptomatiques des priorités occidentales. Il convient de souligner dès à présent que, faute de ressources locales, la création de ces organisations, dès les années 1990, suppose de rencontrer l'intérêt d'un bailleur susceptible de financer un projet. Ces organisations ne naissent pas seules. Elles représentent d'abord un emploi pour soi et sa famille, puis l'occasion de développer des capacités d'initiative ou de leadership, fréquemment héritées de postes à responsabilité occupés à l'époque de l'URSS, ou encore des compétences en sciences sociales. Les ONG sont apparues au début des années 1990 comme une nouvelle activité, un domaine attractif par rapport au marché du travail antérieur. Il s'agit en outre, à l'époque, d'un milieu très ouvert sur le monde extérieur représenté par l'Occident, symbole de liberté, de richesse, de dynamisme. L'attraction était donc nécessairement forte auprès des intellectuels, des chercheurs, des journalistes et des avocats. L'offre de financements occidentaux a largement déterminé les secteurs de développement des ONG, ceux-ci évoluant un peu durant ces quinze années.

Les femmes furent, et sont toujours, l'une des principales cibles des ONG et de leurs bailleurs. On observe le développement durable des *business women associations* (*tadbirkor ayol*) qui ont essaimé dans les principales villes du pays. Ces *business women* présentent des profils très variés, leurs motivations allant de la promotion des femmes d'affaires à celle des simples affaires, voire à des affaires suspectes occasionnellement. Ce créneau présentait un double avantage pour les bailleurs : celui de l'économie de marché et celui de la position des femmes, deux chevaux de bataille de l'Occident. Ainsi l'association des femmes d'affaires de Kokand n'est pas une chambre de commerce féminisée mais se présente comme une ONG visant à former des « coalitions économiques » de femmes. Cette notion

américaine de coalition d'intérêts et d'objectifs est caractéristique de l'approche de la société civile répandue par les organisations des USA. Il s'agit de l'un des aspects de l'*empowerment*, ici celui des femmes. Au-delà des affaires, d'une étendue relativement modeste en général, la fonction de témoignage (*advocacy*) est très développée. Il s'agit de former des jeunes femmes au droit des affaires, au marketing, au management, soit du *capacity building*, autre concept occidental qui irrigue l'approche des ONG par les bailleurs.

Les entreprises de femmes rencontrées à Kokand sont actives mais de petite taille. Il s'agit de quelques ateliers de production et de magasins de vente gérés par des femmes, et non pas d'usines.

À côté des femmes d'affaires, et parfois avec, on remarque l'importance des organisations consacrées à la lutte contre les violences familiales, secteur du *gender* particulièrement développé. La notion de « centre de crise » (*crisis center*) est mise en avant, ainsi que celle de centre de ressources pour les femmes. Celles-ci y trouvent des soutiens psychologiques, juridiques, professionnels, en vue d'échapper à l'emprise des règles familiales souvent brutales à leur rencontre. Les conflits entre conjoints et entre parents et enfants sont très fréquents dans cette période d'exposition aux normes occidentales. Il s'agit de conflits de normes qui traversent toute la société et expliquent, en partie, l'évolution politique constatée de la part du régime. L'ONG Barkamolik (Culture familiale) est spécialiste de ce champ d'intervention. Elle a mis en place des « centres de confiance » contre les violences conjugales et a développé des programmes contre les mariages précoces, la polygamie, le « patriarcat », les belles-mères tyranniques. Des formations ont été dispensées pour inciter les femmes à se présenter aux élections. Les entretiens réalisés avec les animatrices de cette organisation montrent une volonté manifeste de réformer la société et ses normes. Les voyages à l'étranger, aux USA ou en Europe, sont souvent le déclencheur de telles initiatives qui survivent dans la durée grâce à une large variété d'activités, de formations et de conseils. La quasi-totalité des femmes responsables d'ONG rencontrées sont allées aux États-Unis, parfois en Europe, pour un voyage d'étude financé. Cette expérience est à la source de leurs motivations qui reposent d'abord sur la découverte des possibilités de créer des ONG. Les femmes qui les fréquentent y rencontrent un soutien psychologique et une écoute et elles apprécient la solidarité et l'attention dont elles sont l'objet, alors que la famille les rejette comme déviantes. Beaucoup de ces femmes sont divorcées ou célibataires et deviennent volontaires dans ces organisations, après avoir été « clientes ». Ce terme utilisé est d'autant plus pertinent que dès que les financements étrangers sont taris, les prestations deviennent payantes, par nécessité.

Le champ de la santé a vu se développer de nombreuses organisations car le système de santé soviétique est progressivement tombé en déliquescence. Comme pour la ligne *gender*, les bailleurs disposent de fonds conséquents pour la santé, avec des cibles telles que le SIDA, la tuberculose et la lutte contre la drogue. La « santé reproductive » a suscité une attention suivie de la part des bailleurs, en particulier américains. On sait que pour ces derniers la santé reproductive est la dernière formulation du « contrôle des naissances » des années 1970, qui illustre à l'époque l'inquiétude démographique américaine à l'égard des pays du Sud. Le fonds des Nations unies pour la population constitue le

principal bailleur et l'État ouzbek est très présent dans ce secteur culturellement sensible. La planification familiale n'est en effet pas indépendante des normes touchant la famille et les conflits sont légion à ce propos. L'association pour la santé reproductive rencontrée à Nukus (Karakalpakistan) offre un exemple représentatif d'une ONG et de son leadership, le destin des organisations étant largement lié à celui de leurs responsables, très souvent des femmes. Cette association est hébergée en 2005 dans un bâtiment public, aux côtés d'autres organisations dont le contrôle est ainsi plus facile après la reprise en main opérée par l'État à partir de 2003. Sa responsable est une femme de 45 ans, corpulente, ancienne chef des *komsomol* (mouvement des jeunes durant l'URSS) comme de nombreux responsables d'ONG. Formée à Rostov, elle a enseigné le russe durant six années, avant de devenir secrétaire d'un cabinet ministériel après un « stage politique » en 1996. Active un moment dans le Comité des femmes qui constitue l'instance étatique d'organisation des femmes, comme durant l'URSS, elle a rejoint en 1997 l'association locale Tadbirkor Ayol (*Business women*) en suivant un programme des USA d'aide à l'Asie centrale destiné aux orphelins et à la formation des femmes.

Dans toutes ces organisations, on observe la prédominance d'une approche assistancielle fondée sur le soin, l'attention, plus que sur la notion de droits, relativement nouvelle et plus problématique dans des régimes autoritaires. Plus précisément, la notion de droits est mise en avant dans les formations mais elle bute sur une conception caritative prédominante chez les clients locaux. Lors d'un forum de femmes sur les violences familiales observé près de Tachkent en 2004, on remarque un exercice lourd de construction du problème (nié ou occulté dans la vie quotidienne) à l'aide de statistiques et de concepts anglo-saxons plus ou moins traduits et explicités. On observe aussi un phénomène spontané, prégnant, d'ethnisation et de culturalisation des débats, comme si ici « la tradition » tenait la place du sujet individuel qui émerge avec peine et inquiétude. Les femmes sont évidemment les plus exposées à ce problème. Au-delà des femmes et de la famille, domaine extrêmement sensible en Ouzbékistan, les organisations les plus visibles sont des centres de ressources pour le développement de la société civile et des organisations de formation à la création d'ONG.

La notion de pédagogie ou d'apprentissage de la démocratie définit bien ces ONG financées par les États-Unis à grande échelle. Ces organisations appliquent les mêmes stratégies puisées dans les mêmes formations dont Counterpart International constitue le modèle sur lequel nous reviendrons. Outre ce qui concerne spécifiquement les femmes, la famille et la santé, la société civile – des ONG – s'est développée dans les années 1990 sur l'environnement, les Droits de l'homme et le droit, le microcrédit. L'environnement est un domaine très contrôlé par l'État à travers quelques grosses organisations étatiques présentes dans les conférences internationales, comme Ecosan.

Les Droits de l'homme et l'assistance juridique mobilisent durant cette période des organisations financées par les USA, tout comme le secteur des médias, très sensible (Freedom House, Internews). L'opinion publique, passablement interdite, fait paradoxalement l'objet d'une extrême sollicitude de l'État à coup d'enquêtes et de statistiques à l'usage de la production de la légitimité interne et externe du régime.

Au-delà de ces exemples d'organisations et des principaux profils d'ONG, quels sont les bailleurs de fonds et leurs méthodes dans cet apprentissage de la démocratie occidentale à l'usage des républiques ex-soviétiques ? Les enquêtes de terrain montrent en effet que c'est l'offre de financement qui a entraîné la formation de nombreuses ONG vers 1995, provoquant des migrations professionnelles de chercheurs et d'enseignants en particulier, et l'engagement d'une élite motivée par l'emploi, les opportunités de voyager, l'ouverture sur le monde.

2 – Les bailleurs de fonds

Il faut d'abord souligner que les financements et organisations d'origine américaine représentent les 9/10^e de l'engagement étranger (hors financements multilatéraux). Les financements publics de l'USAID et de ses satellites sont les plus importants, avec ceux de la fondation privée de Georges SOROS. Counterpart International est une organisation américaine spécialisée dans la mise en œuvre de formations pour les futurs responsables d'ONG qui sont très nombreux à être passés par ces cours. On y apprend les concepts occidentaux, les méthodes pour fabriquer des projets soumis à des appels d'offres. « Un sujet, un projet, une coalition d'organisations », cette formule signale la stratégie mise en œuvre par l'organisation qui affirme être apolitique. Counterpart a dû s'adapter aux contraintes locales. Après avoir développé des activités dans les médias, le domaine du témoignage social (*advocacy*), l'organisation s'est repliée sur des formations prenant des cibles moins sensibles, voire plus caritatives, telles que les personnes handicapées. Les salariés rencontrés en 2005 au bureau de Tachkent étaient dans leur totalité d'origine centre-asiatique, formés aux USA pour plusieurs d'entre eux. Ils parlaient avec un bel aplomb de coopération avec le gouvernement, de transparence, d'une démocratie d'exportation aseptisée et consensuelle, à un an de leur fermeture forcée en Ouzbékistan. Le compte rendu d'un colloque organisé en 2002 par Counterpart à Tachkent sur le développement de la société civile en Ouzbékistan éclaire l'idéologie de cette organisation d'une manière crue. On y découvre des tentatives pour mesurer le développement de la société civile à partir d'indicateurs idéologiques autant que technocratiques. Comprendre ses droits voisine avec des allusions au mauvais héritage soviétique. Des questionnaires rapides livrent une image facilement caricaturale de la société et des souhaits des participants en termes de domaines où s'investir. Il s'agit d'une méthodologie de mise en scène des problèmes et de construction de ceux-ci. Suit un arsenal de solutions, importées dans leur totalité. Cette entreprise profondément excentrée renvoie à un monde normal, démocratique, situé ailleurs pour les participants. Les posters utilisés, les spots conçus font figure d'images d'Épinal tant ils parlent d'une société occidentale modèle, américaine, sans effort de traduction à l'usage de la population locale. Dans un pays comme l'Ouzbékistan, attendre des femmes victimes de violences conjugales qu'elles téléphonent à une *hotline* ouverte à cet effet part d'une grande méconnaissance doublée d'une extrême naïveté. Le discours antidiscriminatoire à l'occidentale passe mal dans la société locale exposée en permanence à une surenchère nationaliste, traditionaliste, ethnicisée à outrance, tant la quête de la dignité nationale est imposée aux individus, intoxiqués par une fantasmagorie d'ethnogenèse et d'origines mythiques qui constitue l'appui central de la rhétorique étatique pour en construire la légitimité.

De l'apprentissage de la démocratie à son interdiction en Ouzbékistan

La fondation Eurasia et l'International Research and Exchanges Board (IREX) sont des organisations de financement dépendant du Département d'État américain et situées dans l'orbite de l'USAID. La fondation Eurasia finance des projets courts à hauteur maximale de 35 000 dollars sous forme d'appels d'offres. Les formations dispensées portent sur les dimensions juridiques de l'entrepreneuriat, la création d'entreprises, le développement de la société civile. Des tables rondes sont organisées et des manuels publiés. Extrêmement actif, IREX est un autre bailleur de fonds qui partage le marché de l'apprentissage de la démocratie en Ouzbékistan et dans les pays voisins. L'organisation distribue des bourses de voyage pour les USA et développe des initiatives d'appui à la société civile sous la forme d'un programme institutionnel de *capacity building*. Elle dispose de bureaux régionaux et gère la compétition entre les proposant. Au sein d'IREX on évoque une dynamique, qui se révèle fort douteuse après enquête, de la base au sommet. L'idée, sympathique, de propositions participatives engageant des « communautés » et des témoignages (*advocacy*) ne résiste pas à l'observation des organisations financées qui, évidemment, calent leurs projets dans les créneaux thématiques et idéologiques enseignés dans les formations, avec des tentatives d'appropriation du vocabulaire et des concepts plus ou moins réussies. La fondation Eurasia et l'IREX fonctionnent en étroite coordination et affichent la volonté de coopérer avec l'État tout en rêvant de coalition démocratique. Les organisations Counterpart, Eurasia et IREX financent ou ont financé, tour à tour, une grande majorité des projets d'organisations, c'est-à-dire les ONG elles-mêmes puisque, sans fonds propres ni donateurs privés, les ONG en Ouzbékistan dépendent complètement des financements reçus, se mettant en sommeil lorsque les ressources font défaut. Toutes ces ONG seront fermées en 2006. Aux côtés de ces bailleurs américains, mais hors de l'orbite publique de l'USAID, la fondation Soros, du nom du financier Georges SOROS, créateur de l'Open Society Institute (OSI), est extrêmement active. On connaît le peu de sympathie de SOROS à l'égard de G.W. BUSH, mais la fondation Soros s'inscrit aussi dans une pédagogie néolibérale de la démocratie occidentale, moins « réactionnaire » néanmoins que celle du Département d'État.

La fondation Soros est très active dans toute l'Asie centrale, après l'avoir été en Europe de l'Est. Jusqu'à son interdiction et sa fermeture en 2004 en Ouzbékistan, cette fondation a financé, conjointement ou alternativement avec les précédents bailleurs cités, la plupart des projets portant sur l'émergence et le renforcement de la société civile. Développant des pédagogies sophistiquées incluant des jeux de rôles, de très nombreuses sessions de formation à la prise de parole, à l'expression de soi, à l'organisation de « coalitions » ont été mises en œuvre. Un incontestable espoir est né de ces enseignements auprès de l'élite intellectuelle qui les a suivis. Des cadres locaux de bon niveau ont été formés. L'approche développée fait une large place aux sciences de la société. Son impact sur les enseignements et auprès des chercheurs est important. Avant sa fermeture en 2004, la fondation Soros et l'OSI ont développé de nombreux « centres de ressources » où les jeunes, les femmes, les intellectuels souvent désorientés après la fin de l'URSS se rencontrent, prennent conscience et connaissance des problèmes, et entendent parler d'outils pour les résoudre. On assiste, en effet, à une construction des problèmes sociaux et de leurs solutions, en groupe, avec des animateurs formés en Europe centrale par l'OSI. C'est une expérience nouvelle et

une ouverture qui marquent de nombreux participants lorsqu'ils évoquent ces sessions organisées aussi bien dans la capitale que dans les villes de province où elles furent très actives entre 1995 et 2000. Les « centres de crise » mis en place par l'OSI pour rassembler les femmes victimes de violences, ou plus généralement toutes les victimes de la non application des lois faute de connaissances et de soutien juridiques, ont connu un succès plus ambigu. La négation des problèmes sociaux est en effet une position constante depuis l'URSS jusqu'à la dictature actuelle. En parler, d'une part, essayer de les régler, d'autre part, est un exercice refoulé, difficile, virtuellement et parfois réellement interdit.

Toutes les organisations mentionnées – qui représentent 80 % des bailleurs non multilatéraux – ont en commun leur origine américaine et la mise en œuvre d'une pédagogie d'apprentissage et d'exportation de la démocratie occidentale. Toutes utilisent des méthodes analogues visant à favoriser l'initiative individuelle, l'*empowerment*, la construction de la société civile, en particulier par la promotion des femmes, l'identification des problèmes sociaux et des solutions appropriées pour les résoudre. Par rapport aux stratégies peu sophistiquées développées par les organisations proches de l'USAID, la fondation Soros, tout en portant les mêmes messages, semble plus ouverte, avec un usage des sciences sociales et une approche un peu plus complexe que celle des organisations financées par les USA.

3 – Les bailleurs multilatéraux

Les bailleurs multilatéraux que sont la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne et la Banque asiatique de développement sont présents en Ouzbékistan et dans la région depuis le début des années 1990. À la différence des ONG évoquées, sous influence et financements américains, ces organisations multilatérales sont là pour favoriser la mise en œuvre locale des grandes réformes qui sont au programme de ces organisations à l'échelle globale. Leurs financements sont plus importants et moins dispersés, voire moins saupoudrés, que ceux précédemment évoqués. Il en résulte que ces bailleurs s'adressent à des organisations d'un profil différent, susceptibles de leur fournir les données requises pour alimenter leurs programmes. Ainsi se sont développées des organisations devenues aujourd'hui des bureaux d'études de consultants producteurs de données quantitatives et qualitatives comme Expert Fikri (Centre de recherche sociale et marketing), Shark (Observation et recommandation) ou encore Tahlil (Centre de recherche sociale). Ces ONG, bureaux d'études ayant opté pour la fiscalité des entreprises, sont animées par des sociologues émigrés en nombre de l'université, ou des psychosociologues formés durant la *perestroïka* ou peu après l'indépendance. Les domaines financés sont ceux qui sont inscrits dans l'agenda du management global de la planète dont les organisations multilatérales sont le maître d'œuvre et le pilote. La Banque mondiale s'est fortement investie dans l'environnement en finançant entre autres d'importants projets sur la mer d'Aral. Elle finance des ONG internationales dans des secteurs tels que ceux des femmes, de la pauvreté, du microcrédit, de la biodiversité. Dans le domaine du système de santé, particulièrement sinistré en Ouzbékistan, des financements ont été engagés depuis 1995 sur l'accès aux soins, la carte sanitaire, les conditions de vie.

De l'apprentissage de la démocratie à son interdiction en Ouzbékistan

Le second bailleur en termes de visibilité et d'engagement est le PNUD qui a alloué des financements importants sur la violence, les jeunes, la drogue, le travail des femmes et leur formation, l'économie rurale, le microcrédit (avec la Banque mondiale), sans parler du *social assessment*, c'est-à-dire la production de données dont les bureaux d'études mentionnés sont les pourvoyeurs.

La Banque mondiale exerce une pression, aussi continue qu'elle est peu couronnée de succès, pour entreprendre les « réformes », et la privatisation très limitée de l'économie, critère d'une « transition » ratée en l'occurrence, en est le contre-symbole. Le PNUD semble de son côté plus timoré face au gouvernement ouzbek qui manie la langue de bois multilatérale avec un talent consommé. De ce fait les organisations et pseudo ONG gouvernementales héritent d'une part non négligeable des fonds, ce qu'évitent les autres bailleurs, dans la mesure du possible.

L'Union européenne n'est pas parvenue à s'imposer face aux bailleurs évoqués précédemment. Les fonds alloués sont importants (programme Eurasia) mais la capitalisation politique fait défaut. La recherche et l'université bénéficient de l'aide européenne du programme TACIS, qui finance aussi des travaux sur les prisons, bien remplies par le régime. Les financements attribués aux ONG sont peu visibles et peu mentionnés et le déficit d'Europe est manifeste.

La Banque asiatique de développement participe de façon croissante à la lutte contre la pauvreté qui, avec la maîtrise des migrations, constitue le cheval de bataille des bailleurs multilatéraux. Tout se passe comme si, après une expectative de transition rapide à base d'économie de marché et de démocratie, les bailleurs s'étaient impatientés face au peu de résultats, et se contentaient désormais d'une aide au développement dans un pays qui a plongé de manière croissante depuis 1995 dans la pauvreté et le « sous-développement » qu'il ne connaissait pas durant l'URSS. Ce retour à des programmes de développement communautaire et de recours au microcrédit traduit ce phénomène de paupérisation et de régression dont les habitants de l'Ouzbékistan sont victimes. La gouvernance transparente des ONG attendue par les bailleurs n'est pas au rendez-vous tant l'accès aux ressources financières et aux emplois rend leur direction peu collégiale. Une certaine impuissance en est résultée, selon les bailleurs, qui a conduit à ce virage vers des actions d'aide ciblées, suivies d'évaluations moins difficiles que celles des progrès (douteux) de la société civile. De leur côté, les ONG critiquent l'absence d'objectifs communs, le défaut de coordination, et l'organisation de forums coûteux et sans effets chez les bailleurs. Si on observe un effort de coordination technique, on relève aussi l'absence de coordination stratégique. Les bailleurs travaillent dans leur coin et se réunissent pour occuper le terrain, en langue de bois technocratique. Ces constats sont formulés par quelques représentants d'ONG expérimentés. La plupart de leurs collègues n'ont pas de capacité critique, ou plus probablement ne veulent pas égratigner la source de leurs revenus.

Les évolutions constatées révèlent au début des années 1990 un grand espoir, « tout était possible » pour les ONG. S'ensuit au milieu des années 1990 une crise de confiance liée au désordre régnant, aux compétences insuffisantes réunies, à la course désordonnée à l'argent et à l'emploi. À partir de 1996-1997, il n'y a plus

guère de place pour l'idéalisme ou l'inexpérience initiale mais, entre 1995 et 2000, un important travail a été accompli à la base, sur la lancée initiale. Initiatives, projets, financements sont nombreux après une certaine professionnalisation technique. Chaque ONG, en forte concurrence pour l'accès aux financements, apprend à gérer son image.

Au terme de cette présentation des champs d'activités des principales ONG et des bailleurs de fonds les plus importants, on se penchera plus précisément à partir d'observations et d'entretiens réalisés en 2004 et 2005 sur la généalogie d'une partie des organisations qui survit avec difficulté à la crise : celle où se sont engagés des chercheurs et des universitaires issus des sciences sociales. Les sciences sociales étaient soumises à l'État sous l'URSS et elles ont été largement mobilisées, par la fondation Soros en particulier, pour ouvrir la société à l'économie de marché et à la démocratie politique. Qu'en est-il aujourd'hui ?

II – L'ILLUSION ÉVANOUÏE D'UNE PORTE DE SORTIE : GÉNÉALOGIE SOCIALE DES ONG

Installée dans l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences durant la *perestroïka*, la sociologie fut une section de très courte durée. Auparavant il fallait, semble-t-il, aller à Moscou pour étudier la sociologie et y soutenir un doctorat. Quelques années après l'indépendance, la sociologie disparut de l'institut pour différentes raisons économiques et politiques. Le petit groupe de sociologues se dispersa, chacun cherchant les moyens de survivre ; de plus les enquêtes sociologiques qui apportaient des données catastrophiques depuis l'indépendance sur la situation régnante furent vite contrôlées puis interdites. Des ONG d'État virent le jour tel l'Institut de l'opinion publique qui présente maintenant au chercheur étranger un profil caricatural, digne d'un des pires films américains durant le maccarthysme sur la vie intellectuelle derrière le rideau de fer ! En 2003, après avoir franchi de multiples barrières pour y être reçu, il fallait observer en silence de lourds rituels sur les plus grands « sociologues » d'Ouzbékistan tremblants et muets devant des questions anodines.

Selon les récits individuels, l'Institut de l'opinion publique, « gongo » typique (ONG gouvernementale) connut une période plus ouverte. Plusieurs parmi les quelques sociologues ouzbeks qui approchent la soixantaine y ont fait un bref passage, comme d'ailleurs des philosophes dont l'une en fut la vice-directrice avant de le quitter, choquée par l'autoritarisme idéologique qui croissait et l'obligation de transformer ou d'annihiler les résultats des enquêtes jugés négatifs par le régime. Ces sociologues qui ne sont guère plus nombreux que les doigts d'une main ont aussi parfois travaillé pour une autre ONG gouvernementale, fondée par l'épouse de I. KARIMOV, Génération saine.

Dans ce petit groupe d'interconnaissance, qui s'est vu réuni par le mariage de la fille de l'un d'entre eux – l'ex-directeur de Soros, avant son exil –, on rit encore de la possibilité qu'aurait eu l'État de les supprimer tous en une seule fois, par une bombe jetée lors de la cérémonie... Composant du temps de l'URSS une élite scientifique profondément convaincue du bien-fondé du marxisme – selon les

entretiens réalisés –, dans lequel ils puisaient leur esprit critique (l'un d'entre eux fut même professeur de marxisme-léninisme), fondamentalement allergiques à « l'idéologie nationale », ayant une représentation aiguë des rapports étroits entre science et politique dans lesquels ils se sont formés, anciens membres ou non du Parti, ces hommes et ces femmes ont, à un moment ou à un autre, choisi de créer leur propre ONG, après avoir été employés par des ONG étrangères dans lesquelles ils ont constitué leur réseau relationnel et financier nécessaire à leur nouvelle aventure entrepreneuriale : le terme d'entreprise est ici d'autant moins métaphorique que l'enregistrement par ce biais s'est révélé beaucoup moins difficile que celui d'une ONG *stricto sensu*, déjà suspect avant 2005 puis devenu presque impossible. Maintenant des relations avec leurs collègues de l'Académie des sciences, où ils se rendent entre autres pour des anniversaires, ils en diffèrent cependant par une idée claire de ce qu'est le libre exercice de la pensée, même si celui-ci doit rester purement intérieur. On ne saurait pourtant faire de cet écart une opposition radicale entre deux types de figures d'intellectuels sur le mode de la dichotomie classique dissident/collaborateur, dont le caractère factice et illusoire ne cesse de se manifester dans l'Europe post-communiste, Pologne en tête en 2007. Un continuum lie les personnalités des uns et des autres, les circonstances pesant d'ailleurs beaucoup pour basculer d'une institution étatique à une position libérale au sens professionnel du terme. Dans ce cheminement hasardeux, on repère de surcroît une majorité d'hommes. Les femmes, désavantagées par la domination masculine croissante, ont de plus souvent dû assumer dans la période la plus difficile qui a suivi l'indépendance la charge de leur famille, après le départ d'un mari vers d'autres horizons, Moscou par exemple, siège d'un deuxième foyer. Un grand pragmatisme dans la conduite de leurs affaires, conjugué à des capacités élevées d'analyse sur les évolutions politiques, caractérise ces leaders qui, face à des étrangers, racontent leur parcours avec beaucoup de recul et d'humour. Sachant composer avec les dangers permanents qui les guettent, rusant avec le pouvoir, ils tentent avant tout de conserver la porte ouverte vers le monde extérieur que concrétise, malgré tous les compromis, leur ONG. Leur résistance a néanmoins connu des limites.

En 2005, une ONG spécialisée sur la condition des femmes et le marché du travail des migrantes a été fermée, et sa directrice, une architecte menacée, est partie rejoindre momentanément sa fille aux USA. Cette organisation avait accumulé, dans son petit bureau d'un immeuble collectif, des données sociologiques importantes sur les transformations de la situation des femmes dans les dix dernières années et le recul de leurs droits consécutifs à la retraditionnalisation de la société. Auteur de plusieurs ouvrages publiés en anglais, cette femme d'un grand courage avait jusque-là réussi à « tenir », avec quelques jeunes employées salariées, à l'aide de financements étrangers. L'espace laissé par le pouvoir aux ONG d'études s'est énormément rétréci à partir de 2000, dans la mesure où sont niés la pauvreté, les migrations, les suicides, etc., comme l'explique un sociologue, qui fut l'adjoint du directeur de Soros avant de fonder sa propre ONG enregistrée sous le nom de « collaborateur » en ouzbek, puis fermée. Ayant obtenu un doctorat à Moscou, chercheur d'origine kazakhe à l'Académie des sciences de Nukus avant de rejoindre l'Institut d'histoire de Tachkent, cet homme dut en 1991 abandonner la recherche pour aider, en tant que fils aîné, l'ensemble de sa famille. Devenu musicien dans des restaurants où il jouait du

violon classique pour gagner sa vie, de 1991 à 1995, il a jusqu'en 1993 publié en son nom propre, avant d'être obligé d'adopter un pseudonyme. Jugeant comme beaucoup de ses camarades que la censure et la pression idéologiques sont beaucoup plus dures que durant la période soviétique des années 1980 – où il était possible de son point de vue de discuter et de publier à Moscou –, cet homme porte un regard sombre sur le futur.

Contrairement à la masse des chercheurs restés dans les institutions d'État qui n'ont perçu la *perestroïka* que comme le début d'une faillite tragique, celle de l'écroulement de l'URSS, les acteurs des ONG ont vécu ces courtes années comme une ouverture démocratique réelle, la chance d'une ébullition intellectuelle pleine de promesses et le présent est donc particulièrement amer. Dans les années 1988-1989, le petit groupe des sociologues mena des recherches sur la vallée de Fergana et la montée de l'islamisme et des conflits interethniques. L'Institut d'histoire de l'Académie des sciences était alors dirigé par une femme à l'esprit réputé large et, comme le dit en 2004 l'ex-directeur du Département de sociologie d'origine ouzbèke et de la Fergana, qui a obtenu la bourse « Lénine » pour son doctorat et est devenu consultant dans une ONG étrangère tout en continuant à s'afficher comme marxiste : « À cette époque, le pouvoir central de Moscou nous a autorisé à travailler dans n'importe quel domaine. Nous avons donné nos résultats au comité central du Parti qui ne nous a pas répondu. Un an après il y avait des émeutes dans la vallée de Fergana et nous avons été convoqués par le comité central ». Tel est le rôle qu'auraient souhaité conserver, après l'indépendance, ces chercheurs qui se sont investis dans les ONG. Là précisé-ment, se donne à voir l'ambition de ces intellectuels de mener en toute liberté des enquêtes et des analyses destinées néanmoins dans leur esprit à être recon- nues et utilisées par l'État dans l'optique d'une meilleure gestion sociale et politique. Cet idéal – qui se situe hors des catégories d'expert, d'intellectuel engagé au sens sartrien du terme ou de conseiller du prince des mondes capita- listes développés – mérite l'attention dans la mesure où il inscrit une singularité relative qui doit être replacée dans le contexte de l'effervescence de la *peres- troïka*, vécue avec émerveillement par ces individus. Se considérant comme les sujets d'un État – l'URSS – auquel ils étaient liés par un sentiment d'appartenance fort, ils n'imaginaient pas que leur recherche puisse être un simple objet de désir et/ou de plaisir personnel, encore moins un divertissement. Leur légitimité impli- quait à leurs yeux une responsabilité sociale et politique déléguée à l'État. L'État, corollairement, se devait de respecter le travail d'objectivation des chercheurs, qui acceptaient en contrepartie des pesanteurs idéologiques usuelles. C'est ce jeu complexe de dépendance collective et d'indépendance intellectuelle que le gou- vernement d'I. KARIMOV a brisé, du point de vue de l'ex-directeur du Département de sociologie, par une hystérésis idéologique. Aucun mot n'est trop fort pour décrire la situation de l'Académie des sciences où l'histoire est « prostituée », le peuple ouzbek « mythologisé », et l'URSS rabaissé au rang de « catastrophe sovié- tique ». L'État indépendant a ainsi franchi en quelques années les bornes accep- tables par ces intellectuels qui n'entendaient pas être transformés en marion- nettes devant délivrer des mensonges et des inepties. Ainsi ont-ils décidé de quitter l'État puisque, dès lors, cette solution s'avérait pour la première fois possible. Le regard qu'ils posent sur la population est corollairement d'une

extrême sévérité et traduit l'habitus d'une élite distante du peuple, jugé conformiste, conservateur, incapable de défendre ses droits, soumis à l'État comme au *khan*.

Les exemples pourraient être multipliés de ces hommes et de ces femmes qui, depuis leur émancipation de l'État en 1991, ont accumulé les emplois précaires auprès de différentes organisations, utilisant leurs compétences intellectuelles, tel ce chercheur de l'Institut d'orientalisme, arabisant, qui a été rémunéré quelque temps pour faciliter les voyages d'étrangers arabes et américains dans l'ex-URSS et est en 2007 encore à la tête de son organisation avec son épouse ethnologue, originaire d'Andijan. Cette ONG se maintient en vie en recevant des financements pour des formations destinées à apprendre à la population à payer ses dépenses de gaz et d'électricité, autrefois gratuites. Mais le couple passe plus de la moitié de l'année aux USA, grâce à des bourses d'étude. Quelques enquêtes menées furtivement en 2005 à Andijan après la répression de la manifestation ont permis à cette ethnologue d'appréhender la profondeur du traumatisme de la population, terrorisée, et aussi la diligence des services de renseignement, des membres de sa propre famille se retrouvant arrêtés par les forces de l'ordre. Aussi téméraires soient-ils, les acteurs des ONG sont de plus en plus acculés à s'exiler, à chercher des refuges extérieurs, quitte à maintenir une activité ponctuelle dans le pays tant que cela reste envisageable.

Organiser par exemple une réunion sur les violences domestiques est déjà, en juin 2004, une prouesse. L'ONG du couple cité a donc attendu jusqu'au dernier moment pour décider de maintenir cette activité collective dont la simple évocation du thème est bannie. Un rendez-vous a été donné aux participants, pris en charge dans des voitures les menant à une maison de repos au bord d'une rivière, à une heure de la ville. Ce lieu champêtre a été trouvé grâce à une ancienne responsable du Parti à l'époque soviétique, ex vice-ministre de la Santé et placée, à l'indépendance, à la tête d'un comité des femmes dont elle a ensuite été exclue. Elle s'appropriait donc, en 2004, à fonder sa propre structure. Dans cette sorte d'auberge charmante et tranquille, une vingtaine de femmes se sont retrouvées pour tenter de comprendre les nouvelles formes de violence qui s'abattent sur le deuxième sexe. Ce *focus group* a mis en scène une série de questionnements qui tous visent à externaliser la violence domestique de l'ouzbékitude : importée par les Russes, d'origine arabe et inintégrable par les Ouzbeks, ou encore arrivée avec l'islam, telles sont les principales interprétations qui émergent dans l'assemblée qui finalement s'est accordée à rejeter sur l'islam la cause de la violence. Cette conclusion est moins étrange qu'il n'y paraît si on la décrypte à la lumière des slogans idéologiques martelés quotidiennement par les médias : l'essence ouzbèke prime d'autant plus sur l'islam dans le dogme étatique que l'islamisme constitue un réservoir de contestation menaçant pour l'État. Rappelons que les manifestations d'Andijan, émeutes de la faim et du « ras-le-bol », ont été attribuées par l'État à un groupuscule islamiste terroriste inventé pour l'occasion.

Revenons, à partir du point de vue des actrices, sur la thématique du genre qui a nourri nombre d'ONG en Ouzbékistan après l'indépendance, répondant à une demande/commande étrangère visant à normaliser ici comme ailleurs la « sauverie » des mœurs locales, selon une logique hiérarchique et de domination qui caractérise les missions civilisatrices coloniales comme humanitaires. Beaucoup

de femmes chercheuses ont ainsi espéré y trouver des revenus en même temps qu'une cause juste, mais elles ont plongé dans le même moment dans d'intenses contradictions : comment en effet attaquer les membres de sa propre famille dont on est encore plus solidaire face au mépris et à l'abaissement que produit le discours étranger d'émancipation ? Cette problématique n'est guère spécifique à l'Ouzbékistan puisqu'on la retrouve dans des termes proches dans les populations françaises d'origine immigrée tentant de se débattre dans le climat d'islamophobie montante. En 2004, la famille ouzbèke auréolée par l'État est moins que jamais attaquable et, même dans des *focus group* d'ONG, la consolidation de la famille efface la défense des femmes, réduites, comme une jeune chercheuse qui a quitté sa belle-famille l'avoue, à une « esclave des bêtes et de tous les membres de la maison ». Légitimée comme une tradition culturelle, la domination des femmes subit une instrumentalisation naturalisante classique.

Entre 2004 et 2005, le suivi d'un groupe de femmes chercheuses ayant pour projet de monter leur propre ONG s'est révélé très instructif. La plus âgée de ces femmes est une philosophe qui s'apprête en 2005 à quitter l'Ouzbékistan et à rejoindre son mari physicien, ayant obtenu des séjours d'étude aux USA. Sa fille a elle aussi fui sa belle-famille pour se réfugier chez ses parents et échapper à l'enfermement domestique, alors qu'elle enseignait à l'université de la diplomatie. Cette intellectuelle qui approche la soixantaine, membre du Parti, ex-conseillère politique du comité central pour la culture entre 1989 et 1991, a côtoyé de près I. KARIMOV et a travaillé six mois à l'Institut de l'opinion publique. En 2004, elle espère encore fonder une organisation dédiée à la libération des femmes et à la démocratie, sur laquelle elle réfléchit depuis de longues années, cherchant à se dépêtrer de la différence postulée entre démocratie orientale et occidentale. Elle est entourée de femmes plus jeunes et de disciplines diverses – droit, littérature, langues étrangères, philosophie –, toutes d'origine ouzbèke, issues de lignées intellectuelles, mais parlant russe entre elles, une langue internationale, disent-elles. Ces femmes viennent discuter à notre domicile, cherchant un soutien technique et amical à leur projet d'ONG, et exposant leurs motivations dans lesquelles sont étroitement intriquées souffrances personnelles dues à la domination masculine domestique et aspirations intellectuelles et morales à une autre vie, une société plus libre et plus « démocratique ». « Lumières de l'amour », tel est le nom de leur ONG pour laquelle elles cherchent ardemment des financements. Très cultivées, ayant lu Tocqueville et Rousseau, ces femmes à la forte personnalité sont pourtant bien confuses dans leur souhait d'aider tout à la fois le peuple et le gouvernement à développer une « société civile » aux vertus stabilisatrices ; contrairement aux leaders confirmés d'ONG, elles ne parviennent pas à se désengluer de la manipulation étatique de « l'idée nationale ». En 2005, elles sont très abattues après le massacre d'Andijan lors duquel près de 1 000 manifestants furent tués par l'armée. (Ce mouvement avait été provoqué par l'arrestation de philanthropes musulmans suspectés par le gouvernement de propagande islamiste.) L'une est décédée, les autres se sont dispersées et tout espoir d'inscrire une activité collective dans la société les a quittées. Elles observent avec effroi, autour d'elles, dans les milieux intellectuels, l'évolution des mariages et de la situation faite aux femmes : tout se passe comme si l'isolement du pays, sa fermeture étaient reproduits au niveau micro social dans la famille, plus que jamais axée sur sa clôture et livrée à l'obsidionalité. L'utilisation des belles-filles

comme domestiques corvéables à merci et gratuites s'inscrit dans ce paysage où il s'agit moins d'économiser des ressources monétaires – un calcul qui revêtirait une certaine rationalité économique – que de rendre impénétrable à tout regard étranger la famille. Une homogénéisation des pratiques face aux brus est ainsi observable aux pôles extrêmes de la stratification sociale – des professeurs d'université aux paysans –, faisant des femmes des proies, asservies, écrasées, interdites de travail extérieur et de sortie. Pour le petit groupe de femmes qui envisageait de participer à de nouvelles dynamiques sociales, cette configuration annihile les efforts de leurs parents à l'époque soviétique et les laisse sans voix, désespérées.

Ainsi les femmes cristallisent, ici comme ailleurs, une « pathologisation » sociale et politique qui engloutit les timides percées des ONG durant une décennie. Pour mieux appréhender les singularités de cette situation, sans doute faut-il pourtant tenter de comparer le présent à la période soviétique. À cette période, la résistance conservatrice à la pénétration étrangère que représentait inévitablement l'URSS dans un premier temps – en termes culturels et cultuels – s'est jouée sur la domination des femmes à l'intérieur de la famille et le maintien d'une organisation patriarcale des rapports hiérarchiques internes. Ainsi logée dans des pratiques et des rapports oppressifs sur les femmes – objets de l'entre soi, et acteurs symboliques de la production identitaire, mais acteurs idéologiques de l'émancipation soviétique et sujets du progrès –, l'identité ouzbèke, fétichisée à travers l'*ouzbekchilick* (les usages ouzbeks), clamé aujourd'hui, inconnu aux premiers temps de l'URSS, se libère par une surenchère de la domination des femmes et déclenche un des pires épisodes régressifs de la condition féminine.

En juin 2005, une conférence sur l'avenir de la science se tient en centre ville, au présidium de l'Académie des sciences, majestueux bâtiment de style tendanciellement islamo-stalinien, comme le magnifique petit opéra de Tachkent. La conférence qui a pour objectif de donner des directives à toutes les disciplines – sciences sociales, humaines, exactes – est ouverte par un ancien ambassadeur d'Ouzbékistan en France, directeur d'un centre étatique des « Droits de l'homme », installé dans un immeuble où il est bien difficile de pénétrer tant il faut montrer de documents à l'entrée. L'homme, un bras droit du chef de l'État, s'appuie sur les écrits de ce dernier pour décrire le « renouvellement démocratique » du pays, qui serait l'un de ceux où il y aurait le moins de détenus en prison. Il appelle les sciences sociales à mieux servir l'État et à élaborer plus efficacement une idéologie qui défende la société contre « l'attaque idéologique » dont elle a été victime, après la tragédie d'Andijan ; le déchaînement dans le monde des mass médias et internet équivaut, dit-il, à une arme de destruction massive qu'il faudrait limiter. Comme du temps de l'URSS, la force de l'idéologie est réaffirmée et la croyance qu'elle peut être un rempart et un outil de cohésion perdue. Dans l'amphithéâtre, les laboratoires et les instituts sont représentés par de petites délégations, et leurs directeurs viennent exposer à la tribune les résultats mirobolants de leurs recherches. Vieux philosophes et ethnographes forment un groupe compact, où parfois l'un d'entre eux s'endort discrètement. L'ouzbek est la langue obligatoire de la conférence. Dans cette période de terreur omniprésente, où les émissions étrangères sont brouillées, les rumeurs de rapatriement par les ambassades de leurs ressortissants circulent et la crainte d'attentats augmente, cette conférence aux aspects surréalistes entend fermer toute porte de sortie

pour les chercheurs comme pour la population, prise au piège d'une indépendance dont la glorification assourdissante et épuisante les refoule dans une souricière qui semble devoir encore durer... Jusqu'à quand ? peut-on s'interroger en 2007. Cette conférence sur la science est un événement majeur de réaffirmation de la toute-puissance de l'État sur la recherche et l'élite intellectuelle. L'échec de l'ouverture est patent à la lecture de ces observations et de ces récits. Pourtant la volonté demeure d'évolutions sociales, économiques et politiques chez une part non négligeable d'acteurs d'ONG qui ont vu la porte occidentale ouverte au milieu des années 1990, sans parvenir à la franchir durablement. Depuis 2000, un contrôle tatillon s'est établi et, depuis 2003, la répression s'est abattue sur les ONG orientées vers la construction de la société civile. En 2006 elles sont éradiquées. Selon l'IREX, de 3 295 en 2002 elles ne sont plus qu'un bon millier aujourd'hui, sous la tutelle de l'État. Selon le ministère de la Justice, elles étaient 2 000 en 2005.

III – DE LA SUSPICION À LA RÉPRESSION : LA FIN DES ONG EN OUBÉKISTAN

L'année 1999 semble marquer l'apogée des ONG en Ouzbékistan. Le milieu s'est structuré et la loi sur les organisations non gouvernementales à but non lucratif est promulguée. L'article 2 souligne le caractère volontaire des ONG et l'article 4 stipule que « l'interférence de corps d'État dans les ONG, comme celle des ONG dans les activités de l'État, n'est pas autorisée ». Cette tentative de séparation, purement verbale, n'a pas empêché un lent empiétement de l'État jusqu'en 2003, puis une répression brutale doublée d'une sorte de « nationalisation des ONG ».

En 2003 une campagne de réenregistrement de toutes les organisations est entamée en vue de remettre à plat ce champ pour mieux le contrôler. Une première vague d'ONG est écartée. En 2004 les activités de la fondation Soros sont stoppées après une polémique symptomatique sur l'identité ouzbèke. La même année Internews cesse ces activités. En 2005 les bureaux d'IREX, de Eurasia Fondation et d'Human Rights Watch sont fermés. Dans la plupart des cas, les permis ne sont pas accordés, ce qui évite un oukase étatique d'interdiction, malodorant pour l'opinion internationale. En outre, depuis 2005, les comptes des ONG sont bloqués dans la seule banque d'État habilitée à les distribuer parcimonieusement ou encore à les retourner à l'envoyeur.

La volonté de reprendre en main les ONG est particulièrement limpide avec le Comité des femmes qui est amené à coordonner, seul, toutes les organisations dans ce domaine. Cette organisation d'État, héritière de l'URSS, « nationalise » ainsi ce champ riche en financements et en devient le seul pilote qui délègue et distribue les tâches à des ONG sous-traitantes. De nombreuses organisations ont refusé cette situation. Ainsi l'association des avocates de Kokand a cessé ses activités au service de la population pour devenir un simple cabinet.

Le gouvernement invoque des flux financiers occultes finançant le terrorisme pour justifier la répression des ONG, comme si G. SOROS ou l'USAID finançait

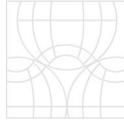
les mouvements islamistes. Le prétexte de transparence financière n'est évidemment qu'un subterfuge de la part d'un gouvernement dont la corruption est de notoriété publique. L'objectif est de neutraliser les organisations travaillant sur la société civile par asphyxie financière puis de capter les financements des bailleurs. À la suite du massacre d'Andijan en mai 2005, où la répression d'une manifestation fit près de 1 000 victimes, 60 % des ONG du Fergana étaient fermées en octobre de la même année selon les autorités provinciales. L'amertume est grande parmi les ONG qui survivent parfois grâce à des prestations de services et en devenant des entreprises à but lucratif. Des responsables ont émigré à travers le réseau Soros ou encore aux USA ou en Russie où ces organisations sont exposées depuis 2006 à un contrôle étatique accru. On répète en Ouzbékistan que les révolutions de couleurs en Ukraine et Géorgie, les tentatives au Kirghizstan sont imputées aux activités de la fondation Soros devenue suspecte dans toute la région auprès des chefs d'États autoritaires. Il est assez clair que ces « révolutions » ou ces mouvements ont été largement financés et programmés par la CIA, ce qui n'exclut pas qu'elles correspondent – aussi – à la volonté d'une partie de la population.

Dans cette situation où la promotion occidentale pro démocratique est interdite en Ouzbékistan comme propagande étrangère, les intellectuels un peu politisés – dans une société dépolitisée depuis des lustres –, soviétiques et post-soviétiques, sont acculés à trouver des emplois rémunérateurs, à monnayer leurs compétences plutôt qu'à les mettre au service d'une société civile demeurée virtuelle.

C'est ce que disent les acteurs d'ONG interrogés par Marfua TOKHTAKHODJAEVA en 2005 : « Les travailleurs des grosses ONG partent à l'étranger. Qui parle de potentiel des ONG ? Non, il n'y a pas de potentiel » (Alikhan, ONG fermée en septembre 2005) Malika affirme : « Nous n'aurons jamais de société civile [...] Nous devons remercier les donateurs étrangers. Ils nous ont permis de mener une vie normale pendant quelques années. Le système soviétique fut rompu, c'est pourquoi le peuple aussi est brisé. » (ONG fermée en août 2005) Un sociologue, Viktor, précise : « Les ONG m'ont offert l'opportunité professionnelle. Nos recherches sont pour les clients qui payent. C'est pourquoi je pense que les ONG sont un bon secteur pour les intellectuels [...] S'il n'y a pas d'opportunités nous ferons du commerce ou deviendrons manager quelque part. » (ONG fermée en juillet 2005) De son côté, Dildora souligne : « Nous survivrons grâce à nos formations sur la santé reproductrice » (ONG fermée en octobre 2005) Quant à Nataliya, elle conclut : « Je n'ai pas besoin d'unité et de solidarité parmi les ONG. Nous ne vivons pas dans un État normal. Je veux fermer mon ONG. C'était un complément à mon maigre salaire à l'université. Je ne me battra pas [...] Nous avons vécu sans ces ONG et nous pourrions vivre sans elles. » (ONG fermée en juin 2005)

L'amertume et parfois un cynisme désabusé traversent ces propos car les ONG ont été éradiquées d'Ouzbékistan, sauf celles qui sont « nationalisées ». Ces ONG ont été perçues fondamentalement par le pouvoir comme un corps étranger devenu dangereux, et les fermetures évoquées sonnent le glas d'une démocratie occidentale exportée et signalent l'échec d'une stratégie occidentale de transition en Ouzbékistan.

Soulignons les particularités de l'Asie centrale post-soviétique et de l'Ouzbékistan en particulier. Contrairement au sous-continent indien, il n'existe aucune tradition d'expression politique dynamique, comme en Inde ou au Bangladesh où les États, comme les bailleurs, ont en face d'eux une société civile en état de protestation, de pétition chronique, et des ONG endogènes. De même qu'en Afrique, en Ouzbékistan les ONG sont extrêmement dépendantes car les donateurs locaux sont rares. Toutefois, l'Ouzbékistan soviétique a produit des élites intellectuelles qui ont énormément investi leurs attentes et leurs compétences dans les ONG locales, qu'elles ont pilotées jusqu'à leur fermeture.



L'Ouzbékistan fait donc son deuil de la démocratie occidentale, et la société civile, balbutiante, est interdite de séjour dans son propre pays. L'État impose une approche philanthropique et caritative, la charité étatique (parcimonieuse) pour des citoyens dépolitisés vivant au jour le jour. La pédagogie démocratique des ONG a fait long feu, l'évolution politique est bloquée net, et les bailleurs réinvestissent en silence dans la lutte contre la pauvreté, dans un pays passé du développement (soviétique) au « sous-développement ». L'échec idéologique des USA est manifeste. C'est le prix d'une approche suffisante et naïve. L'ambition de transmettre une méthodologie technique de la démocratie s'avère impossible à réaliser dans ce contexte. Seuls vont subsister les gros bureaux d'études au service des bailleurs de fonds aussi bien que de l'État qui a lui aussi besoin de statistiques, quitte à les maquiller. L'émergence de l'individu, du sujet psychique et politique a débuté, mais elle est bloquée par la rhétorique traditionaliste, culturaliste du régime qui enferme le pays dans une quête identitaire en forme de puits où l'on se noie. Faute de société civile, il n'y a pas en Ouzbékistan de donateurs privés pour les ONG, condamnées pour la plupart à joindre les deux bouts par leurs propres moyens. Les problèmes sociaux tels qu'ils ont été construits par les outils des sciences sociales occidentales n'existent pas, affirme l'État, comme en URSS. Dans l'orbite idéologique, tout ce qui est étranger est suspect, voire inadéquat face aux « spécificités » ouzbèkes. Dans l'orbite technocratique multilatérale, on finance des consultants pour fournir des données sur les problèmes niés par l'État. Ce dialogue de sourd ou ce poker menteur entre l'État national et les institutions multilatérales révèle de part et d'autre une habitude consommée du mensonge et de la langue de bois. C'est cette dernière qui crée le lien minimal entre les deux parties, comme si l'évolution politique programmée par les uns et refusée par les autres n'était qu'une broutille ou un épisode. Pendant cette partie, les tortures se poursuivent à grande échelle et la population s'enfonce de la pauvreté dans la misère.

Cette situation s'intègre dans une carte géopolitique nouvelle, en forme de néo Guerre froide. En quelques années, le messianisme démocratique occidental a été mis en échec par une *realpolitik* russo-chinoise mise en scène par le groupe dit de Shanghai qui regroupe plusieurs pays de la région. Grâce aux chantages au terrorisme et à l'énergie, l'Ouzbékistan, comme plusieurs de ses voisins, est le bienvenu à Moscou et à Pékin en la personne de son Président dictateur Islam

KARIMOV. Une poche puissante, nombreuse, riche de résistance à une globalisation politique sur des normes démocratiques occidentales s'est ainsi constituée, durablement.

De la Russie à la Chine, en passant par l'Asie centrale, l'évolution politique démocratique est, clairement désormais, déconnectée de l'évolution économique. Il s'agit d'un échec non négligeable des opérateurs multilatéraux de la globalisation. Les consultants locaux recrutés, même s'ils pratiquent la langue de bois technocratique, ne sont plus en mesure, dans l'immédiat, de provoquer une évolution politique en Ouzbékistan. Non seulement le phantasme de l'économie de marché n'a pas engendré la démocratie, comme dans la mythologie américaine, mais l'économie est encore largement sous l'empire de l'État, révélant un État hybride national-soviétique ou soviéto-national qui rend inconvenant le recours à la notion de transition telle qu'elle sévit encore dans le vocabulaire occidental. Vue d'Ouzbékistan, cette « transition » est devenue une farce sinistre. Au terme de cette transition sans fin vers le passé, une dictature nationaliste exacerbée est née. La transition a accouché d'un monstre.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

ATLANI-DUAULT L., 2003, « Les ONG locales, vecteurs de "bonne gouvernance" dans le second monde ? Introduction à une étude de cas », *Le Journal des anthropologues*, pp. 183-190.

ATLANI-DUAULT L., 2005, *Au bonheur des autres*, Anthropologie de l'aide humanitaire, Société d'ethnologie.

BRILL OLCOTT M., 1996, *Central Asia's new states, independance, foreign policy and regional security*, Washington, US institute of Peace Press.

BAVA N., 1997, *Non governmental organization in developpment. Theory and practice*, New Delhi.

BAZIN L., HOURS B., LARUELLE M., SELIM M., 2006, « Les États d'Asie centrale : un parcours tourmenté depuis l'indépendance », in BOISSEAU DU ROCHER S., GODEMENT F. (dir.), *Asie, entre pragmatisme et attentisme*, Études de la documentation française.

CAGNAT J.-P., JAN M., 1990, *Le milieu des empires entre URSS, Chine et Islam, le Destin de l'Asie centrale*, Paris, Robert Laffont.

CARRERE D'ENCAUSSE H., 1990, *L'empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Paris.

CLEARY A., 1994, *The role of NGO in authoritarian political systems*, London, Mac Millan.

DAVISHA K., PARROT B., 1994, *Russia and the new states of Eurasia. The politics of upheaval*, Cambridge University Press.

GIROUX A., 1994, « Les États d'Asie Centrale face à l'indépendance », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 388, pp. 3-43.

GUENIF N., MACE E., 2006, *Les féministes et le garçon arabe*, Paris, Édition de l'Aube.

HAANX C., 2002, *Postsocialism, ideologies, ideals and practices in Eurasia*, Berlin.

- HUMES D., EDWARD M., 1997, *Ngos, states and donors, too close for comfort ? Save the children Press.*
- ILKHAMOV A., 2005, « The thorny path of civil society in Uzbekistan », *Central Asia survey*, vol. 3, n° 24, pp. 297-317.
- KANDIYOTI D., 1996, « Modernization without the market ? The case of the Soviet East », *Economy and society*, vol. 4, n° 25, pp. 29-42.
- KECH M., SIKKINK K., 1998, *Activist beyond borders, advocacy networks in international politics*, Cornell Univ. Press.
- LARUELLE M., PEYROUSE S., 2006, *Asie Centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, CERI-Autrement.
- MANDELBAUM M., 1994, *Central asia, Kazakbstan, Uzbekistan, Tadjikistan, Kirgyzstan, Turkmenistan and the world*, New York.
- MCDONALD L., 1995, *Supporting civil society : the political role of NGOS in central America*, London, Mc Millan.
- PÉTRIC B.-M., 2002, *Pouvoir, don, réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF.
- PEYROUSE S., LARUELLE M. (dir.), 2004, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie Centrale », Tachkent, *Cahiers de l'Asie Centrale*, pp. 13-14, IFEAC.
- POUJOL C., 2001, *L'islam en Asie centrale : vers la nouvelle donne*, Paris, Ellipses.
- POUJOL C., 2005, *L'Ouzbékistan. La croisée des chemins*, Paris, Belin.
- RASHID A., 1994, *The resurgence of Central asia : Islam or nationnalism ?*, Zed Book, Oxford University Press.
- ROY O., 1997, *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des Nations*, Paris, Le Seuil.
- RYFMAN P., 2004, *Les ONG*, Paris, La découverte.
- RUFFIN H., WANG D., 1999, *Civil society in central Asia*, Seattle, University of Washington Press.
- SELIM M., 2007, « Travail, idéologie et réflexivité dans le cadre de la globalisation : perspectives comparatives », in HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PHELINAS P., PAPAIL J., *L'action collective à l'épreuve de la globalisation*, Paris, L'harminatthan, pp. 205-234.
- TOKHTAKHODJAEVA M., TURGUMBKOVA E., 1996, *The Daughters of Amazons : Voices from Central Asia*, Lahore-Pakistan, Shirkat Gah.
- TOKHTAKHODJAEVA M., 1995, *Between the Slogans of Communism and the laws of Islam : The Women of Uzbekistan*, Lahore-Pakistan, Shirkat Gah.
- WEISS T.-G., GORDENKER L., 1996, *NGOS, The UN and global governance*, Londres.
- WHITE G., 1996, *Civil society democratization and development. Democratization in the south*, Manchester, Univ. Press.
- WILLETTS P., 1996, *The conscience of the world : The influence of NGOs in the UN system*, London.